



Distr. Limitée

UNEP(DEPI)/CAR IG.38/5
10 mai 2018

Original: Anglais

Troisième Réunion de la Conférence des Parties contractantes (COP) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes

Cayenne, Guyane française, 14 mars 2017

RAPPORT DE LA RÉUNION

****Ce document a été reproduit sans une édition formelle.***



Troisième réunion de la Conférence des Parties contractantes (COP) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres dans la région des Caraïbes, 2017

ACRONYMES

AMEP.....	Evaluation et Gestion de la pollution environnementale
UCR/CAR.....	Centres d'Activité Régionaux
CARPHA.....	Agence de santé publique dans les Caraïbes
Convention de Carthagène...	Convention pour la protection et le développement du milieu marin dans la région des Caraïbes
BDC.....	Banque de développement des Caraïbes
PEC.....	Programme pour l'environnement des Caraïbes
CIMAB.....	Centre d'Ingénierie et de Gestion de l'Environnement des Baies et des Côtes
CLME.....	Projet du Grand écosystème marin des Caraïbes
CLME+.....	Catalyseur de la mise en œuvre du Programme d'action stratégique pour la gestion durable des ressources marines vivantes partagées dans les grands écosystèmes marins des Caraïbes et du plateau nord du Brésil
CMA.....	Atlas marin des Caraïbes
COP.....	Les Parties contractantes
CETA.....	Communication, Education, Formation et Conscientisation
CRéW	Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées
FEM.....	Fonds pour l'environnement mondial
INVEMAR.....	Institut de recherche marine et côtière
IWCAM.....	Intégration de la gestion des bassins versants et des zones côtières
IWEco.....	Intégrer la gestion des eaux, des terres et des écosystèmes
PAM/GPA.....	Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres
GPO.....	Partenariat mondial pour les océans
BID.....	Banque interaméricaine de développement
IGM.....	Réunion intergouvernementale
IMA.....	Institut des affaires maritimes
INVEMAR.....	Institut de recherches marines et côtières
IWCAM.....	Intégration de la Gestion de la Ligne de Partage des Eaux et les Zones Côtières
IWEco.....	Intégration de la Gestion de l'Eau, la Terre et les Écosystèmes
LBS.....	Sources et activités terrestres
MARPOL.....	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MoU.....	Mémoire d'entente

NGO.....	Organisation non gouvernementale
NOAA.....	Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique
NPA.....	Programme national d'action
FIP.....	Formulaire d'identification du projet
SPP.....	Subvention pour la préparation du projet
PMU.....	Unité de gestion du projet
CIP.....	Communiqués d'intérêt public
CAR.....	Centres d'activités régionaux
RAPMaLi.....	Plan d'action régional sur les déchets en mer
RAR.....	Réseau d'activité régional
REMPEITC.....	Centre Régional d'Urgence, d'Information et de Formation sur la Pollution Marine
PAS.....	Plan d'Action stratégique
PEID.....	Petits Etats insulaires en voie de développement
SOCAR.....	Rapport sur l'État de la Zone de la Convention
SSFA.....	Accord de financement à petite échelle
STAC.....	Comité Consultatif Scientifique et Technique
SPAW.....	Zones et vie sauvage spécialement protégées
PNUE.....	Programme des Nations Unies pour l'environnement
EPA.....	Agence américaine de protection de l'environnement
WCR.....	Région des Caraïbes
WG.....	Groupe de travail

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes	i
Table des Matières	iii
Introduction	1
Point 1 de l'Ordre du jour: Ouverture de la Réunion	1
Point 2 de l'Ordre du jour: Élection des officiers	2
Point 3 de l'Ordre du jour : Organisation de la Réunion	2
(a) Règles intérieur.....	2
(b) Organisation du travail	2
Point 4 de l'Ordre du jour: Adoption de l'Ordre du Jour.....	2
Point 5 de l'Ordre du jour : Examen des Activités du Programme d'AMEP pour la période 2015-2016.....	2
(a) Examen de l'État de Ratification et d'Adhésion au Protocole LBS.....	2
(b) Examen des Activités.....	2
Point 6 de l'Ordre du jour : Recommandations de la troisième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres dans la région des Caraïbes	6
Point 7 de l'Ordre du jour : Rapport sur l'état de la zone d'application de la convention (SOCAR).....	6
Point 8 de l'Ordre du jour : Projet de plan de travail et budget du sous programme AMEP pour l'exercice bisannuel 2017-2018.....	9
Point 9 de l'Ordre du jour: Questions diverses	11
Point 10 de l'Ordre du jour : Adoption des Décisions de la Réunion	12
Point 11 de l'Ordre du jour : Clôture de la Réunion	12
Annexe I: L'Ordre du jour	13
Annexe II : Décisions de la Réunion	14
Annexe III : Liste des Documents	17
Annexe IV : Liste des Participants	21

Introduction

1. Le Secrétariat de la Convention de Carthagène est chargé de convoquer les réunions des Parties contractantes au Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (Protocole LBS) conformément à l'Article XV du Protocole LBS.
2. Conformément au Plan de travail et Budget pour 2014-2015, approuvés par la seizième Réunion intergouvernementale et l'intercession, la troisième Réunion de la Conférence des Parties contractantes (COP) au Protocole LBS a eu lieu le 14 mars 2017 à Cayenne, Guyane Française.
3. Les objectifs proposés de la deuxième Conférence des parties contractantes étaient les suivants:
 - passer en revue la mise en œuvre du protocole LBS et l'efficacité des mesures prises y compris un examen des décisions de la deuxième réunion CdP LBS et des décisions appropriées de la sixième Réunion intergouvernementale et de la treizième Réunion des parties contractantes ;
 - passer en revue la mise en œuvre des projets et activités par le secrétariat et les centres d'activité régionaux LBS (CAR) dans l'évaluation et la gestion du sous-programme AMEP sur la pollution environnementale, pendant la période 2015-2016 ;
 - prendre des actions appropriées en ce qui concerne les recommandations du Comité consultatif scientifique, et technique résultant du 2^{ème} LBS STAC, tenu du 31 octobre au 2 novembre 2016 à Miami, Floride, les Etas Unis ;
 - évaluer l'état des ratifications du Protocole LBS dans les pays membres et prendre des mesures appropriées pour faciliter une ratification ou une mise en œuvre accrues ;
 - approuver le plan de travail et budget d'AMEP pour l'exercice bisannuel 2017-2018, en vue de les soumettre à l'approbation de la 17^{ème} Réunion intergouvernementale et la 14^{ème} Réunion des Parties contractantes de la convention de

Cartagena, à se tenir du 15 au 17 mars 2017 en Guyana Française;

- approuver les recommandations relatif a la mise en œuvre du Protocole LBS pendant le primer trimestre de 2017 ; et
- entreprendre, le cas échéant, d'autres initiatives.

Point 1 de l'Ordre du jour : Ouverture de la Réunion

4. La séance a été ouverte le mardi 14 mars 2017. Assis à la table d'honneur pour l'ouverture de la Réunion était Mme Lorna Inniss, Coordinatrice du PEC ; M. Christopher Corbin, Responsable du Programme pour la Pollution et M. Xavier Sticker du Gouvernement de la France.
5. M. Sticker, Ambassadeur de la France pour l'Environnement, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du gouvernement français et a souhaité une réunion productive et de bons résultats.
6. Mme. Inniss a remercié le gouvernement de la France d'avoir accueilli les réunions et le projet PNUD/FEM CLME+ et le projet FEM-CReW pour le soutien financier fourni.
7. Elle a accueilli avec satisfaction les gouvernements de la Jamaïque et Costa Rica qui ont ratifié le Protocole LBS depuis la deuxième Réunion de la LBS COP. Elle a aussi remercié les Points focaux et les délégués pour leur soutien inestimable et a indiqué que l'objectif était d'obtenir une ratification complète et de travailler avec les pays qui ne sont pas encore Parties afin de remettre le processus de ratification au niveau national.
8. Elle a remercié les Gouvernements de Cuba et Trinidad et Tobago d'avoir accueilli les Centres d'activités régionales et a indiqué que l'accord d'accueil avec Trinidad et Tobago avait été finalisé et qu'il attendait la signature finale. Elle a également mentionné que le projet FEM-IWEco avait commencé et a présenté ses excuses pour le début tardif du projet. Elle a conclu en soulignant que le développement en cours du Rapport sur l'État de la Zone de la Convention avait commencé un processus important demandé dans le cadre de la Convention de Carthagène.
9. M. Christopher Corbin a souhaité la bienvenue aux participants à la 3^{ème} LBS COP.

10. La Réunion a été officiellement inaugurée à 09:20.
11. La Réunion a ensuite procédé à l'élection du Bureau.

Point 2 de l'Ordre du jour : Élection des officiers

12. La proposition des agents suivants par le Secrétariat a été approuvée à l'unanimité dans la Réunion.
 - Présidente : Rona Rougier (États-Unis)
 - Vice-Président : Linroy Christian (Antigua et Barbuda)
 - Rapporteuse : Stacy Lubin-Gray (Bahamas)

Point 3 de l'Ordre du jour : Organisation de la Réunion

13. La Présidente a exposé les procédures pour la conduite de la Réunion.

(a) Règles intérieur

14. Les Règles de procédure des Réunions de la Convention pour la protection et le développement du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena), tel qu'elles figurent dans le document UNEP 2010 et sont adopté en vertu de l'Article 20 de la Convention de Carthagène, ont été appliquées pour la conduite de la Réunion.

(b) Organisation du travail

15. L'anglais, le français et l'espagnol étaient les langues de travail de la Réunion. L'interprétation simultanée dans ces langues a été fournie dans la Réunion. Les documents de travail de la Réunion étaient disponibles dans toutes les langues de travail.
16. Le Secrétariat a convoqué la Réunion en séance plénière.

Point 4 de l'Ordre du jour : Adoption de l'Ordre du jour

17. L'Ordre du jour de la Réunion a été adopté sous la forme proposée par le Secrétariat dans le document UNEP(DEPI)/CAR IG.38/1.

Point 5 de l'Ordre du jour : Examen des Activités du Programme d'AMEP pour la période 2015-2016

(a) Examen de l'État de ratification et d'adhésion au Protocole LBS

18. Le responsable du Programme pour la Pollution, M. Christopher Corbin, a demandé au Gouvernement colombien de mettre à jour le statut des ratifications de la Convention de Carthagène et du Protocole LBS en tant que Dépositaire de la Convention de Carthagène.
19. La déléguée de la Colombie, Mme Jenny Bowie Wilches, a déclaré que le Gouvernement jamaïcain avait ratifié le Protocole LBS en 2015 et que le gouvernement du Costa Rica avait ratifié le Protocole en 2016.

(b) Examen des Activités

20. Le responsable du Programme pour la Pollution, M. Christopher Corbin, a présenté les résultats du Sous-programme pour la Pollution pendant la période 2015-2016 tel qu'il figure dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1.
21. Il a fourni un résumé qui inclus des nouveaux projets élaborés et financés ; des moyens avec lesquels le Secrétariat a amélioré la collaboration SPAW/LBS; la manière dans laquelle le Secrétariat a répondu aux décisions de la 16ème IGM et la 2ème LBS COP; des nouveaux outils et lignes directrices régionaux qui ont été élaborés ; le renforcement des capacités et formation; et des nouveaux documents éducatifs et de sensibilisation.
22. Pendant le reste de sa présentation, M. Corbin a mis en évidence le montant des fonds mobilisés par le Secrétariat, le nombre de partenariats que le Secrétariat a favorisé afin d'offrir des activités du programme, ainsi que des exemples de certaines ateliers pour le développement des compétences et la formation aux niveaux régional et national qui ont eu lieu.
23. Le responsable du Programme pour la Pollution a ensuite présenté un résumé de certaines des réalisations du CAR/REMPEITC en dépit d'avoir seulement un Consultant de l'Organisation Maritime internationale (OMI), détaché auprès de la Garde Côtière Américaine. Il a souligné l'important travail accompli en matière de gestion des déchets générés par

les navires, des eaux de ballast et à l'appui d'autres conventions de l'OMI.

24. En conclusion, M. Corbin a reconnu l'importance d'élever le profil politique des travaux relatifs à la prévention, la réduction et au contrôle de la pollution dans la région. Il a remercié les points focaux, CAR/LBS, les projets du FEM et les nombreux partenaires nationaux, régionaux et internationaux qui ont contribué au succès du programme au cours de l'exercice biennal.
25. La Présidente a remercié M. Corbin, pour une présentation très complète, puis a donné la parole aux commentateurs.
26. La déléguée des Etats-Unis, Mme Stephanie Adrian, a remercié M. Corbin pour leur excellent exposé et a félicité le Secrétariat pour le travail accompli avec du personnel et des ressources limités. Elle espère que le travail se poursuivra et a ajouté que les Etats-Unis chercheront plus de ressources, le cas échéant, et plus de possibilités pour fournir du soutien au Secrétariat.
27. Le délégué de la République Dominicaine, M. Miguel Espinosa, a félicité M. Corbin pour leur excellent exposé. Il a fait des commentaires liés à la question de la litière marine qui constituait un énorme problème dans les petits pays et les déchets générés dans les villes (déchets domestiques) étaient également un gros problème. Il a indiqué que son pays n'avait pas les ressources nécessaires pour mener des recherches sur la question des déchets qui se rendent dans la mer; cependant, il était nécessaire de mettre l'accent sur le contrôle des déchets provenant des navires dans les ports pour les empêcher de se retrouver dans la mer. Il a ajouté qu'il y avait aussi un besoin de contrôler les déchets générés dans les villes afin qu'ils ne finissent pas dans la mer. Il a conclu en déclarant qu'il serait bon d'avoir une initiative qui classe et tri des déchets pour le recyclage qui contribuerait à atténuer de nombreux problèmes.
28. M. Corbin a convenu avec les questions soulevées par le délégué de la République Dominicaine et a souligné que c'était l'occasion de surveiller plus étroitement les déchets générés par les navires et d'avoir une approche plus intégrée pour traiter la gestion des déchets de navires et des déchets terrestres qui causent la pollution. Il a également indiqué que les installations de collecte et d'élimination des déchets dans les petites îles de la région manquaient, mais des travaux étaient en cours pour améliorer la gestion des déchets solides et la réutilisation des déchets comme une ressource était une activité importante et, par conséquent, ils travailleraient avec la République Dominicaine pour répondre à cette question. Il a mentionné que des travaux étaient en cours avec le Bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'Amérique latine et les Caraïbes afin d'améliorer la gestion des déchets solides et d'encourager les initiatives visant à éliminer progressivement l'utilisation de certains éléments et à promouvoir la réutilisation et le recyclage.
29. Le délégué de la France a remercié le Secrétariat pour la présentation et les travaux du sous-programme et pour la manière dont il a cherché à mobiliser des ressources. Il a demandé au Secrétariat sur sa capacité pour obtenir du financement ou quelque d'autre engagement de ceux qui gèrent des navires, en matière de traitement de la pollution (pollution maritime et la contamination par les navires). Il a ajouté qu'il pourrait y avoir des engagements financiers ou autrement.
30. M. Donahue du CAR/REMPEITC a indiqué qu'une proposition concernant les déchets des navires a été soumise à la Norvège et des fonds ont été reçus pour faire une évaluation en 16 PEID, si la capacité de recevoir des déchets n'était pas là. Il a noté qu'un plan de collecte des déchets devait être développé et nécessiterait une évaluation. Une fois que l'évaluation soit effectuée elle sera soumise à l'Organisation Maritime Internationale (OMI) pour se concentrer sur le renforcement des capacités et afin d'organiser des navires de croisière américains pour récupérer certains déchets vers les États-Unis.
31. En réponse à la question de la France, il a noté que le CAR était prêt à répondre aux préoccupations exprimées par les pays des Caraïbes au sujet de tous les déchets générés par les navires. Il a ajouté que dans le cadre du Protocole relatif aux Déversements d'Hydrocarbures, d'autres protocoles connexes et l'OMI, des travaux ont été accomplis pour s'assurer que les normes appropriées ont été recherchées et que ces préoccupations sont partagées lors d'événements dans lesquels les pays des Caraïbes ne pouvaient pas participer afin de fournir de l'assistance à ces pays.
32. M. Corbin a déclaré que le Secrétariat avait essayé de rejoindre les associations de navires de croisière dans le passé, mais il n'était pas facile de les impliquer. Il a réitéré que l'utilisation de cadres internationaux tels que

MARPOL serait un mécanisme important à l'avenir. Il a également noté qu'il était nécessaire de renforcer les capacités régionales de gestion des déchets et que le Secrétariat pourrait travailler avec les pays pour renforcer la capacité de rétention des déchets des navires. En conclusion, il a fait remarquer qu'il y a des opportunités avec les groupements régionaux tels que l'Association Maritime des Caraïbes qui pourrait aider à mettre ces questions au premier plan.

33. M. Donahue a ajouté que le CAR/REMPEITC travaillait avec d'autres organisations comme Association Maritime nord-américaine sur la question et que MARPOL était en vue d'établir des empreintes sur la décharge par les navires.
34. Mme. Inniss a informé que le Directeur Général du Programme des Nations Unies pour l'environnement était axé prioritairement sur l'engagement du secteur privé. Elle a ajouté que la Convention et le CAR constituaient une bonne plate-forme pour avancer à ce sujet. Elle a également déclaré que la stratégie de développement durable du Secrétariat était en cours d'élaboration et qu'elle s'efforceraient d'engager des partenaires du secteur privé.
35. S'appuyant sur le point de Mme Inniss, la déléguée des États-Unis, Mme Stephanie Adrian a affirmé que le Partenariat des Eaux Sans Déchets avait pour objectif de prévenir et de réduire les déchets marins. Elle a fait remarquer que le projet en Jamaïque impliquait des acteurs du secteur privé et qu'il conviendrait d'associer plusieurs organisations du secteur privé, compte tenues notamment de la forte industrie touristique dans la région.
36. M. Patrick Debels, coordinateur du projet CLME+, a indiqué que le projet a contribué à la mise en œuvre de la Convention de Carthagène et que le Secrétariat a joué un rôle important dans le développement du Programme d'Action stratégique du projet (PAS). Il a ajouté que le projet avait l'intention de rejoindre le secteur privé afin de voir comment les fonds pourraient être tirés de ce secteur.
37. Les deux Centres d'activités régionales du LBS, IMA et CIMAB ont été invités à présenter leurs principaux projets et activités mis en œuvre avec l'appui du Protocole LBS pendant 2015-2016.
38. M. Darryl Banjoo a présenté les travaux du CAR IMA. Il a souligné le travail accompli au cours de la période comme suit : 1) soutien pour le Rapport sur l'État de la Zone de la Convention (SOCAR) ; 2) Projets nationaux menés pour fournir des informations sur l'état de l'environnement; 3) Participation aux réunions / consultations nationales concernant l'évaluation et la gestion de la pollution; et 4) Élaboration d'un rapport sur l'état national de l'environnement pour la Trinidad et Tobago.
39. Il a souligné leur participation à l'Atelier régional d'experts techniques pour le SOCAR du 15 au 17 août 2016 à Kingston, en Jamaïque. CAR IMA a également participé à des téléconférences menées au cours de la période 2015-2016, ainsi que des contributions techniques et des réponses aux questionnaires sur les capacités des laboratoires, des systèmes de classification de l'eau et des normes de mesures de la qualité de l'eau.
40. Il a noté que des examens ont été effectués et des commentaires ont été fournis sur les méthodes normalisées pour mesurer les paramètres du SOCAR.
41. Il a déclaré que des projets nationaux ont été réalisés et financés par le gouvernement de la République de Trinidad et Tobago qui fourniraient des données pour le rapport du SOCAR, notamment: 1) Surveillance et évaluation de l'environnement des Zones Chaudes à Trinidad (USD 10 000 par an) ; 2) qualité de l'eau bactériologique des zones récréatives populaires d'utilisation de l'eau à Trinidad (USD 20 000 par an) ; 3) surveillance des récifs coralliens et des herbiers marins à Trinidad et Tobago (CARICOMP) (USD 27 000 par an) ; et 4) Approche hydro-biogéochimique de l'estimation des rejets polluants du bassin de la rivière Caroni (USD 40 000 par an).
42. Il a souligné que la surveillance et l'évaluation environnementale des zones chaudes à Trinidad et Tobago était une exigence du Protocole LBS et qu'il a été mis en place à Trinidad et Tobago en 2007 et qu'il était en cours. Il a ajouté qu'il fournit des informations sur l'état du milieu marin qui soulignent les préoccupations à cause des sources terrestres de pollution. Les paramètres de qualité de l'eau surveillés comprenaient des nutriments (ammoniac, nitrites, nitrates, phosphates réactifs et totales) physiques (température, pH, salinité, turbidité), chlorophylle, demande chimique en oxygène (COD), hydrocarbures pétroliers dissous et dispersés.

43. M. Banjoo a noté que l'IMA a également mené un projet de surveillance des contaminants chimiques en utilisant des organismes sentinelles tels que des huîtres pour détecter la pollution par les hydrocarbures.
44. Il a aussi fait remarquer que le CAR avait été désigné comme le point focal alternatif pour le projet PNUD/FEM CLME+ et est le point focal national pour les initiatives régionales l'Atlas Marin des Caraïbes (CMA2). L'IMA préside un Comité de pilotage chargé d'élaborer un cadre, des stratégies et un plan d'action intégrés pour la gestion de la zone côtière pour Trinidad et Tobago. L'avant-projet de politiques incorpore des recommandations du NPA de Trinidad et Tobago.
45. Le CAR fait également partie d'une initiative dirigée par l'Autorité de gestion de l'environnement pour lutter contre la pollution dans le golfe de Paria, à Trinidad. L'IMA a fait une présentation intitulée « État du Golfe de Paria, Trinidad-et-Tobago » le 7 septembre 2016 qui liait la pollution et la nécessité d'un meilleur contrôle réglementaire.
46. Il a noté que l'IMA avait fait un rapport sur l'état de l'environnement marin pour Trinidad et Tobago en 2016 qui a mis en évidence les effets des sources terrestres de pollution et fournit des recommandations pour répondre aux impacts. Un plan d'action a été développé pour répondre aux questions identifiées dans le rapport et a été envoyé au Cabinet pour approbation.
47. M. Banjoo a déclaré que l'IMA a organisé un atelier de formation portant l'enquête de déversements d'hydrocarbures et les tueurs de poisson en 2016. Plus de 20 participants multipartites ont été formés dans l'échantillonnage et sur le processus d'enquête. Il a souligné l'importance de surveiller les projets et le lien vers la santé humaine et les défis rencontrés lors de l'examen de la sensibilité de la question. Il a conclu que la formation visait également à accroître la compréhension du public en matière de pollution et à aider les participants à rechercher sur les incidents de pollution.
48. M. Antonio Villasol, Directeur du CAR CIMAB a fait un exposé sur les travaux de leur CAR/LBS.
49. M. Villasol a souligné que, pendant la période 2015-2016, le CAR avait mis l'accent sur le SSFA exécuté dans le cadre du projet FEM-CReW intitulé « Renforcement des Ressources Humaines pour l'Évaluation des Eaux Usées Domestiques dans les Pays Participants de Langue Espagnole du FEM-CReW. »
50. Il a souligné qu'en avril 2015, dans le cadre de la SSFA, le CAR a conduit une formation théorique-pratique pour les experts des quatre pays hispanophones du projet (Costa Rica, Guatemala, Honduras et Panama) qui s'est concentré sur la « Surveillance et l'Évaluation des Sources Domestiques et Industrielles des Eaux Usées ». Dans le cadre de cette collaboration, deux experts du CAR ont également mené une formation au Honduras lors de l'atelier théorique-pratique sur les techniques d'analyse pour l'évaluation de la qualité de l'eau marine et des eaux usées et le « Atelier pour l'inventaire des sources et activités de la pollution qui affectent les zones marines et côtières » à Cuba.
51. M. Villasol a déclaré que, pendant la période 2015-2016, le CAR a continué à travailler sur le Programme de surveillance de la qualité de l'environnement des principales baies à Cuba, ce qui a permis de mettre à jour les sources terrestres de pollution des baies et les changements associés à la qualité environnementale des écosystèmes marins et côtiers.
52. Il a informé aux participants de la Réunion que d'autres activités ont été menées et que parmi celles-ci, le plus important était d'inclure la participation d'un expert du CAR CIMAB dans l'Atelier des Médias Régionaux sur les Eaux Usées FEM-CReW et GWP-CAM qui s'est tenu au Panama. En plus, il a également participé activement au Groupe de travail pour la surveillance et l'évaluation à travers de téléconférences, de discussions et de l'atelier régional SOCAR qui s'est tenu en Jamaïque en août 2016.
53. M. Corbin a remercié le Président et le Directeur et le personnel des deux (2) CAR. Il a déclaré que la contribution en nature et le cofinancement pour les activités est extrêmement important et a souligné que le soutien technique au Projet CReW était également fourni par les CAR. Il a informé que les projets développés doivent être approuvés par les points focaux nationaux pour le FEM et a reconnu la Présidente et le Travail de Groupe sur l'évaluation et la surveillance. Il a également remercié le PAM du PNUE et la branche des écosystèmes au siège des Nations Unies pour l'environnement pour son soutien en matière d'eaux usées; le BID - co-partenaire pour le projet FEM-CReW et la proposition CReW+; le projet PNUD/FEM CLME+

et les donateurs pour leur contribution aux réalisations du programme. Il a fourni un résumé des recommandations de la troisième Réunion de LBS STAC.

54. La Présidente a ensuite invité les questions sur les présentations.
55. Le délégué de la France a proposé que les recommandations soient examinées une par une pour adoption et a souligné que le budget devrait être examiné dans le cadre plus large du budget du Secrétariat qui serait présenté lors de l'IGM à venir.
56. La Présidente a suggéré que l'approbation du budget soit laissée à l'IGM lorsqu'il y aurait plus de pays impliqués.
57. M. Christopher Corbin a fait remarquer que certaines recommandations pourraient être examinées par les délégués mais a suggéré que celles liées au SOCAR soient examinées après la présentation par le groupe de travail.
58. La déléguée des Etats-Unis, Mme Rona Rathod a décidé d'enregistrer certains des débats de la Réunion intergouvernementale lorsqu'une évaluation plus intégrée des recommandations et décisions serait donnée.
59. Le délégué de la France a remercié M. Corbin et les représentants des Centres d'Action Régionaux (CAR) pour leurs présentations. Il a ensuite les délégués à se joindre à la Coalition de Sac en Plastique et a noté que la mise au point de leurs activités avait également changé depuis le dernier LBS STAC.
60. M. Habib El-Habr, Coordonnateur du Programme d'Action Mondial (PAM) du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a noté que le Partenariat mondial sur la déchets marins (GPML) avait discuté avec la Coalition de Sac Plastique leur adhésion au GPML.

Point 6 de l'Ordre du jour : Recommandations de la troisième Réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et

activités terrestres (LBS) dans la Région des Caraïbes

61. M. Corbin a présenté un aperçu des recommandations de la 3ème Réunion de LBS STAC à discuter par la COP
62. La Présidente, Mme Rona Rougier, a déclaré recommandations I et II adoptées par la LBS COP
63. En ce qui concerne la recommandation III, M. Corbin a noté que l'élaboration et la soumission de la proposition de FEM-CReW+ étaient en cours et par la suite, qu'ils attendraient l'approbation.
64. M. Corbin a fait remarquer que le point IV pourrait devenir une décision de la Conférence des Parties contractantes qui fait avancer la recommandation.
65. La Présidente a déclaré que la recommandation IV a été acceptée.

Point 7 de l'Ordre du jour : Rapport sur l'Etat de la zone d'application de la Convention (SOCAR)

66. Mme Stephanie Adrian, déléguée des Etats-Unis, a été invitée par la Présidente à présenter sur les travaux du groupe de régional de travail sur la Surveillance et l'Évaluation de l'environnement. Elle a souligné les efforts du groupe depuis la 2ème LBS COP, à savoir les appels de données aux pays, le développement de méthodologies standard optimales pour les paramètres de surveillance, la détermination des gammes de « bonne-passable-mauvais » au sein des valeurs acceptables pour les paramètres du LBS et l'identification la litière marine comme une priorité supplémentaire du LBS
67. Elle a fait remarquer que l'analyse des données était en cours et que le premier SOCAR servira de base aux futurs SOCAR.
68. Elle a également mis en évidence les principaux défis et limites du travail accompli qui comprenait une analyse moins précise en raison de l'absence de données, des lacunes dans les données – car tous les pays ne surveillent pas les paramètres LBS- les lacunes dans les capacités techniques et de laboratoire et la nécessité pour les pays de classer les eaux en classe I et en classe II.

69. Un amendement à la Recommandation I de la 3ème LBS STAC a été suggéré l'ajout d'efforts de litière marine. Elle a indiqué que les Parties contractantes voudront peut-être envisager d'utiliser l'Initiative pilote actuelle des Eaux Sans Déchets, mise en œuvre par le Secrétariat en Jamaïque et au Panama, comme modèle pour développer des activités similaires visant à réduire les sources terrestres de déchets marins.
70. Les prochaines étapes ont également été soulignées. Les Parties ont été encouragées à continuer de soutenir le travail de groupe sur la surveillance et l'évaluation du LBS en vue d'un développement ultérieur du SOCAR et des activités de soutien; autoriser l'utilisation d'autres données disponibles si les données nationales échouent, aux fins de l'élaboration de premier SOCAR et les pays qui n'ont pas encore communiqué de données devraient le faire auprès du Secrétariat. Elle a informé que la nouvelle date limite pour soumettre les données par pays était le 15 avril 2017 et a exprimé l'espoir de finaliser le rapport en février 2018. Onze des 38 pays ont soumis des données.
71. La Présidente a remercié Mme Adrian pour son exposé et les travaux du groupe de travail et a demandé que la Réunion examine convenir au groupe de travail ayant le mandat de poursuivre leurs travaux. Elle a ensuite ouvert le sol pour des commentaires / questions.
72. Le délégué de la Guyana, M. Kemraj Parsam, a remercié le gouvernement français pour avoir accueilli la Réunion. Il a fait remarquer qu'il a voulu marquer l'aspect « bon - passable -mauvais » et a suggéré que la Réunion examine l'aspect des « pauvres » comme « action requise » étant donné la connotation que les « pauvres » peuvent avoir.
73. Le délégué de la République Dominicaine, M. Miguel Espinosa, a fait remarquer que leur gouvernement a fait de gros efforts pour satisfaire aux exigences du SOCAR. Il a souligné que chaque année depuis 2012 ils avaient réalisé moins de surveillance et d'évaluation étant donné que moins de ressources avaient été consacrées à la surveillance. Il a souligné que cela a gêné leur capacité à répondre aux exigences du SOCAR, mais qu'ils se sont engagés à essayer de répondre aux exigences, mais dont ils ont besoin également des fonds pour aider à soutenir ces activités.
74. Le délégué de la France a remercié Mme Adrian pour la présentation et le travail accompli et les résultats présentés. Il a fait remarquer si le gouvernement de la France ne faisait pas partie du Groupe de travail, ils soutiennent son travail et se sont intéressés à le suivre. Il a déclaré qu'étant donné que l'objectif était d'effectuer des travaux scientifiques solides sur l'état de la qualité de l'eau, ce premier SOCAR ne devrait pas être précipité et fallait du temps pour recueillir les données et l'analyser correctement. En ce qui concerne le commentaire de Guyana, il a ajouté que l'aspect de « bon-passable-mauvais » pourrait être source de confusion pour les pays car les aspects proposés n'ont pas été définis et il est très important qu'il y ait un processus de définition et de validation des aspects pour montrer l'État des eaux basé sur la Convention. Il a demandé que le groupe de travail envisage de reporter la date pour la soumission des données des pays jusqu'au prochain STAC afin de permettre plus de temps pour la validation des aspects et pour permettre un rapport solide et le temps pour se communiquer avec des experts pour valider ces aspects.
75. La Présidente du Groupe de Travail du Gouvernement américain, Mme Stephanie Adrian a répondu que le retard de la validation des valeurs réduites constituerait un échec pour le processus, et deux ans étaient trop longs pour attendre le prochain STAC. Elle a ajouté que beaucoup des points focaux du LBS se sont réunis lors d'un Atelier sur les données de SOCAR le 13 mars 2017, et le moment du rapport a été discuté. Elle a fait observer que le sous-groupe de données formé en 2015, qui comprend des experts scientifiques a examiné différentes valeurs coupées, cependant, elle a suggéré que ceux qui étaient intéressés par les valeurs coupées pourraient avoir davantage de discussions avec le délégué d'Antigua et Barbuda, M. Linroy Christian qui a dirigé le groupe ou avec d'autres collègues du groupe pour mieux comprendre. Elle a noté qu'il y avait eu une bonne base scientifique pour la sélection des aspects et que la version finale des valeurs coupées sélectionnées a été envoyée aux points focaux du LBS et au personnel technique pour leurs commentaires. Elle a conclu que le groupe serait heureux d'expliquer comment ils ont été mis en place.
76. Le délégué de Trinidad et Tobago, M. Darryl Banjoo a fait remarquer qu'il avait pris note des préoccupations du gouvernement français. Toutefois, il a souligné qu'il y avait sept ans de l'entrée en vigueur du Protocole LBS et que le rapport devait être produit. Il a précisé que les gammes « bon-passable-mauvais » n'devraient pas être utilisées dans un sens réglementaire dans lequel

« mauvais » signifie une dégradation de l'environnement, cependant il a convenu que le groupe de travail devrait essayer de définir ou d'établir un sens plus clair pour ces gammes.

77. Le délégué d'Antigua et Barbuda, M. Linroy Christian a remercié Mme Adrian pour la présentation et les délégués pour leurs commentaires. Il a fait remarquer que sur la base des discussions lors de l'atelier de données SOCAR, ils étaient conscients des préoccupations concernant les aspects de « bon-passable-mauvais » et qu'on pourrait envisager de termes tels que « élevé, intermédiaire, bas, Il a ajouté que cette question serait discutée soit dans le Groupe de travail (GT), soit dans le sous-groupe des données. Il a déclaré qu'ils reconnaissaient que le manque de données pourrait constituer un risque à ce que la SOCAR pourrait être et faisait référence à des difficultés pour les sous-régions des États-Unis et a donc invité le Gouvernement de la France s'ils seraient disposés à faire partie du groupe de travail. Il a conclu que le groupe de travail et le sous-groupe de données disposaient d'une documentation suffisante pour valider ce qui a été proposé et pensait que le groupe pourrait compléter le rapport dans les délais établis et il n'appuie donc pas un retard.
78. Le délégué de la France a remercié les délégués pour leur explication et le travail qui a été fait. Il a ensuite déclaré qu'ils avaient besoin d'une validation politique avant de passer à l'aide du SOCAR comme prévu avec d'autres conventions. Il a fait remarquer qu'ils ne voulaient pas terminer le processus du SOCAR, mais ils étaient tirant parti de leur expérience des autres conventions. Il a déclaré que bien qu'il a été discuté au sein de groupes, il devrait également être validé dans des contextes politiques tels que celui du STAC.
79. M. Christopher Corbin du Secrétariat a remercié le groupe de travail et tous les délégués pour leurs commentaires. Il a déclaré qu'il existait des contraintes pratiques pour pouvoir mobiliser des ressources provenant de projets et la rapidité d'approvisionnement pour soutenir le développement du SOCAR, y compris un consultant engagé pour compléter l'exercice. Il a fait remarquer que les résultats attendus doivent satisfaire l'approbation de toutes les parties et après que le rapport a été produit, les parties pourraient faire des suggestions sur la façon dont la validation se fasse. Il a ajouté qu'il y avait deux processus – la validation politique des aspects et la validation scientifique solide, qui ne devraient pas être prolongées. Il a mentionné que le moment était important étant donné le financement reçu pour faire le rapport et pour les consultants et que, si les pays n'étaient pas prêts à présenter dans le cadre du SOCAR, une décision pourrait être prise, mais encore que le SOCAR soit un résultat pour le prochain STAC.
80. M. Jevon Hulse, délégué du Belize, a remercié le Gouvernement hôte et le Secrétariat pour le travail accompli pour la Conférence. Il a remercié M. Corbin d'avoir adopté une approche pratique en fonction des ressources. Il a souligné que certains pays seraient en mesure de pousser à faire des choses, mais il y avait d'autres qui auraient besoin d'aide en raison du manque de ressources et de capacités, ce qui pourrait retarder le processus. Il a souligné que, même si en toute bonne foi, ils veulent rendre hommage à la convention, l'aspect pratique était qu'ils ne pouvaient faire grand-chose sans fonds et d'autres ressources. En ce qui concerne la recommandation IV, il a noté que la langue devrait être réexaminée là où il est mentionné que les pays « doivent... » lors que certains pays voulaient faire des choses, ils n'étaient pas pratiques.
81. La Présidente du Groupe de travail, Mme Stephanie Adrian a remercié M. Hulse pour sa contribution. Elle a déclaré qu'il y avait beaucoup de besoins dans la région et il fallait un effort régional pour trouver des opportunités pour le renforcement des capacités régionales. Elle a ajouté que le SOCAR a été important pour faire valoir les arguments des donateurs et des décideurs supérieurs selon lesquels les pays de la région ont des besoins réels qui ont un impact important sur leur développement. Elle a souligné qu'il fallait communiquer l'impact et traiter les problèmes qui influent sur l'environnement et la santé. En résumé, elle a souligné qu'un mécanisme de notification pour montrer où étaient les défis et où cibler des ressources était le seul moyen d'obtenir le plus d'impact auprès de donateurs.
82. Mme. Marlen Perez du CAR LBS CIMAB a déclaré qu'elle comprenait la préoccupation du gouvernement français au sujet de la politique de validation du rapport par les pays dans un cadre politique qui serait la COP/IGM. Elle a déclaré que ce n'était pas pour les valeurs coupées à être validées à un niveau politique très élevé. Elle a déclaré que si le prochain STAC devait avoir lieu avant le deuxième trimestre de 2018, alors cela irait bien pour les discussions, mais si c'était plus tard, cela pourrait être trop long car le SOCAR aurait été retardé pour une autre année.

83. M. Darryl Banjoo du CAR IMA a commenté le point soulevé par CAR CIMAB. Il a déclaré que le groupe de travail reconnaissait qu'il existait de nombreuses limites et des points politiquement sensibles, mais que la Réunion devait être guidée par les lignes directrices énoncées dans le Protocole. Il fait référence à l'Article 14 du Protocole LBS où le STAC conseille sur les normes, directives et critères. Il a ajouté que la Réunion devrait tenir dûment compte d'une interprétation que les critères prend du temps et des approches différentes, mais à un moment donné la décision doit être faite et approuvée et que le Protocole LBS avait clairement défini l'approche à adopter.
84. Mme Stephanie Adrian a réitéré au Groupe de travail le point de M. Linroy Christian au sujet d'une invitation à la France pour rejoindre le Groupe de travail et a invité à participer le personnel technique des pays. Elle a demandé aux intéressés d'informer le Secrétariat afin qu'ils puissent être ajoutés à la liste
85. M. Christopher Corbin a remercié tous les participants pour leur contribution. En ce qui concerne la Recommandation II du STAC et de nouvelles Recommandations, il a déclaré que les défis spécifiques et les préoccupations des pays ne pouvaient être ignorés en ce qui concerne la sensibilité au sujet des aspects/valeurs coupées. Il a proposé que la Réunion examine une décision concernant la Recommandation II et les nouvelles Recommandations proposées pour arriver à une décision qui permettra de prendre en compte toutes les sensibilités.
86. La Présidente, Mme Rona Rathod a suggéré qu'un mini Groupe de Travail soit mis en place pour examiner les Recommandations II et IV de la 3ème LBS STAC.
87. Les Gouvernements de l'Antigua et Barbuda, du Belize, de la France, des États-Unis et des CAR IMA et CIMAB ont manifesté leur intérêt à faire partie du mini Groupe de travail pour travailler sur le texte pendant la pause.
88. La déléguée des États-Unis a présenté un projet de recommandations modifiées.
89. La Présidente, Mme Rona Rathod a sollicité des observations sur les recommandations modifiées qui ont été acceptées après.
- Point 8 de l'Ordre du jour : Projet du Plan de travail et du budget du sous programme AMEP pour l'exercice bisannuel 2017-2018**
90. Le Secrétariat a été invité par la Présidente à présenter l'avant-projet du Plan de travail et le Budget d'AMEP pour l'exercice biennal 2017-2018 avec le soutien du Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (Protocole LBS).
91. Le responsable du Programme pour la Pollution a présenté les propositions des projets et les activités proposées dans le projet de plan de travail 2017-2018.
92. Le responsable du Programme pour la Pollution, M. Christopher Corbin a présenté le projet du Plan de travail et le Budget pour la période 2017-2018 du Sous-programme pour la Pollution. Il a déclaré que le Plan de travail et le Budget couvraient les activités à développer dans le cadre du Sous-programme du PEC sur l'évaluation et la gestion de la pollution de l'environnement (AMEP) avec l'appui des deux CAR/LBS, CIMAB à Cuba et IMA à Trinidad et Tobago. Il a commencé avec un aperçu de sa présentation, les priorités du programme, objectifs et impacts, les projets et activités et le budget.
93. M. Corbin a souligné la nécessité d'une ratification accrue du Protocole LBS, la nécessité de poursuivre les travaux du groupe de travail sur la surveillance et l'évaluation pour compléter le Rapport de l'État de la Zone de la Convention (SOCAR) et a approuvé les efforts visant à développer de nouveaux projets pour un éventuel financement par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).
94. Plusieurs autres points concernant le Plan de travail proposé ont été soulignés, notamment l'importance de la collaboration avec d'autres Accords multilatéraux sur l'environnement et organisations régionales et internationales ; la collaboration contre la pollution et la biodiversité, l'engagement du secteur privé; la mobilisation de ressources et la finalisation de l'accord du pays hôte avec le gouvernement de Cuba pour l'hébergement du CAR-CIMAB/ LBS.
95. Le Responsable du Programme pour la Pollution identifié les principales priorités du programme pour le plan de travail, y compris l'accent mis sur le développement et la mise en œuvre des projets du FEM, la finalisation du SOCAR, le développement ultérieur

des plates-formes caribéennes pour les eaux usées, les nutriments et la litière marine et le renforcement de la collaboration au sujet de la Pollution et la biodiversité.

96. M. Corbin a poursuivi en décrivant certaines des activités spécifiques à mettre en œuvre dans les domaines de la Coordination des programmes et les projets du FEM financé notamment FEM-CReW, CReW+, FEM-IWEco et les projets PNUD/FEM CLME+. Les autres domaines concernés incluent la surveillance et l'évaluation de l'environnement, la gestion des déchets solides et des déchets marins et les programmes d'action nationaux pour la prévention de la pollution, y compris la gestion des éléments nutritifs.
97. M. Corbin a terminé son aperçu des principaux domaines d'intervention du sous-programme en mettant en évidence les activités à venir mises en œuvre dans le cadre du CAR pour les déversements d'hydrocarbures - REMPEITC-Caribe.
98. En conclusion, le Responsable du Programme pour la Pollution a informé les délégués de certaines des grandes réunions à venir relatifs aux océans et à la pollution et a terminé en fournissant un résumé du budget du programme.
99. Il a indiqué qu'en raison de la réduction des contributions au Fond fiduciaire des Caraïbes, toutes les activités du programme étaient financées par des fonds externes.
100. La Présidente a remercié M. Corbin pour sa présentation et a ouvert la parole pour des commentaires et des questions.
101. La déléguée des États-Unis a noté qu'un événement supplémentaire était la Conférence de Nos Océans en octobre 2017 à Malte, étant une autre excellente occasion de mettre en évidence les travaux actuellement en cours dans la région.
102. Le Représentant de CARPHA, M. Lyndon Robertson, a demandé à partir de la présentation concernant les produits pharmaceutiques et les déchets chimiques toxiques, quelles étaient les possibilités offertes pour s'associer aux initiatives régionales et mondiales en cours, telles que la Convention de Stockholm.
103. M. Christopher Corbin a répondu que, dans le cadre du projet CReW+ de suivi, le PEC avait parvenu aux Conventions de Bâle et de Stockholm concernant les produits chimiques toxiques dans les boues et les eaux usées, mais il a souligné qu'il fallait un partenariat plus significatif avec les Secrétariats de ces Conventions. Il a ajouté que les opportunités de collaboration entre Bâle et Stockholm et Cartagena (LBS) devaient être explorées plus en avant.
104. Le délégué d'Antigua et Barbuda, M. Linroy Christian a déclaré que, suite au point CARPHA, l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) aborde la question des perturbateurs endocriniens, comme un domaine prioritaire. Il ne tombe pas dans le Stockholm ou Bâle et en ce qui concerne le mercure, la Convention de Minamata laquelle n'est pas entrée en vigueur, a une évaluation initiale du mercure qui peut être consultée par les parties intéressées, et ceux-ci pourraient être considérés comme les autres domaines de collaboration.
105. Le Représentant du CAR IMA, M. Darryl Banjoo a fait remarquer que sous réserve de la disponibilité de temps et de ressources financières il devrait y avoir un foyer de recherche sur la pollution transfrontière et ses impacts sur les habitats et les espèces et sur les polluants organiques persistants et métaux préoccupants. Il a indiqué qu'en examinant des échantillons de poissons, nous pourrions déterminer la présence de certains métaux. M. Banjoo a demandé si cela pourrait être possible.
106. M. Christopher Corbin, membre du Secrétariat, a d'abord donné une réponse affirmative. Puis il a dit que c'était un domaine de priorité et qu'il pourrait y avoir une réunion pour y remédier. Il a ajouté qu'il pourrait y avoir un moyen de mobiliser des fonds, car il s'agissait d'une question importante et le Secrétariat chercherait des occasions pour soutenir des activités similaires.
107. Le Représentant du Parc Amazonien de la Guyana française a souligné que les sédiments touchant les pays du sud de la Caraïbe étaient un sujet de préoccupation très important.
108. Le Représentant du PAM du Programme des Nations Unies pour l'environnement, M. Habib El-Habr a déclaré qu'il y avait la nécessité d'une collaboration avec les organes régionaux des pêches. Il a ajouté que cela devait être fait au niveau mondial et que les mers régionales et les organismes régionaux des pêches devaient tenir compte de la réunion annuelle.

109. Le Représentant du projet PNUD/FEM CLME+, M. Patrick Debels a déclaré que la PAS CLME+ traite de certains problèmes mentionnés par le GPA du PNUE et d'autres. Il a souligné que le Programme d'Action stratégique du projet avait pour mandat d'améliorer et de renforcer la collaboration entre les organismes. Il a conclu que peut-être le projet CLME+ pourrait se pencher sur les préoccupations des CAR IMA et faire des recherches et proposer une stratégie afin que des fonds puissent être acquis pour la recherche à faire

Point 9 de l'Ordre du jour : Questions diverses

110. La déléguée des Etats-Unis, Mme Stephanie Adrian a proposé un amendement à la première recommandation du STAC avec les eaux sans déchets et la coalition de sacs en plastique. Elle a déclaré que, tenant en compte la forte implication des Caraïbes, La campagne Océans Propres devrait être ajoutée.

111. Le délégué du Gouvernement de la Barbade, M. Anthony Headley, a mentionné qu'en tant que non-partie au Protocole, il voulait donner une mise à jour sur les activités auxquelles la Barbade avait participé.

112. Il a tout d'abord exprimé sa gratitude au gouvernement français et au Secrétariat pour faciliter leur participation à cette réunion. Il a ensuite déclaré que le Gouvernement de la Barbade a réaffirmé leur intérêt pour les objectifs du Protocole, mais reste préoccupée par le coût financier pour appliquer les dispositions de traitement des eaux usées du Protocole. À cet égard, il a dit qu'ils ont salué le travail du Secrétariat en ce qui concerne la proposition du projet CReW+ sur une approche intégrée de la gestion des eaux usées et des produits chimiques nocifs en utilisant des solutions techniques innovantes et en promouvant des mécanismes de financement à travers du Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées ainsi que la plate-forme caribéenne pour la gestion des éléments nutritifs.

113. Il a mentionné que leurs préoccupations n'avaient pas limité leur désir de mettre en œuvre des activités qui étaient compatibles avec les dispositions du Protocole LBS. Il a ajouté qu'ils avaient engagé des ressources pour compléter les activités comme le Plan national d'urgence pour les Déversements d'Hydrocarbures, la formation du personnel dans les évaluations du littoral et la procédure de santé et de sécurité pour l'assainissement des hydrocarbures et le renforcement

des compétences des premiers intervenants dans le secteur privé et public. Les activités comprenaient également l'élaboration d'un protocole de communication médiatique et de bénévolat pour gérer les activités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

114. M. Headley a souligné que, en ce qui concerne les mécanismes de gouvernance, des travaux étaient menés sur la mise à jour de la Politique de protection des eaux souterraines et des lois connexes qui affecteraient la méthode d'élimination des eaux usées au niveau national. Il a ajouté qu'ils mettaient également à jour le Plan intégré de gestion de la zone côtière pour inclure des dispositions pour tenir compte des changements climatiques et mettre à jour le Plan de gestion des eaux pluviales, y compris des stratégies visant à répondre aux exigences d'infrastructure pour le transport des eaux pluviales vers le milieu marin.

115. Il a mentionné que cela comprenait l'établissement de stratégies pour le retard, la rétention et l'infiltration des eaux pluviales dans la sous-surface afin de minimiser les rejets directs et non traités dans le milieu marin. Il a également évalué le lien entre la qualité des eaux pluviales, la qualité des eaux souterraines et l'influence de ces rejets sur la qualité de l'eau de mer près des côtes.

116. Il a mis en évidence le travail accompli pour mettre à jour le Plan de développement physique afin d'encourager l'utilisation efficace des ressources foncières pour stimuler et promouvoir le développement durable et l'élaboration d'une politique de réutilisation de l'eau avec le but de encourager la conservation et l'utilisation plus efficace des ressources en eau.

117. M. Headley a partagé qu'il y avait également l'élaboration d'un projet de Plan d'Action fondé sur la Décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la résistance aux antimicrobiens conformément à la politique sanitaire de la CARICOM qui a été approuvé par les Ministres de la Santé au COTED.

118. En conclusion, M. Headley a reconnu que, bien que le gouvernement de la Barbade n'ait pas été officiellement partie au Protocole LBS, ils ont estimé que leurs actions étaient cohérentes et favorables à l'esprit de la Convention et en particulier du Protocole LBS.

119. Le Gouvernement de la France, par l'entremise d'un représentant du Parc amazonien de la Guyane française, a fait un exposé sur l'orpaillage illégal comme la principale source terrestre avec des impacts destructeurs dans le Parc amazonien de Guyane française (PAG).

Point 10 de l'Ordre du jour : Adoption des décisions de la Réunion

120. La Rapporteuse de la Réunion et le Secrétariat ont présenté le projet de décisions de la Réunion.

121. L'Assemblée a adopté les décisions, avec les modifications et corrections qui ont été introduites.

Point 11 de l'ordre du jour : Clôture de la Réunion

122. La Présidente de la Réunion a remercié le Gouvernement de la France d'avoir accueilli la Réunion et le Bureau et les participants pour les discussions au cours de la Réunion.

123. La Réunion a été clôturée le mardi 14 mars 2017 à 18h par la Présidente de la Réunion et le Secrétariat.

Annexe I : Ordre du jour

1. Ouverture de la Réunion
2. Élection des officiers
3. Organisation de la réunion
 - a. Règlement intérieur
 - b. Organisation du travail
4. Adoption de l'Ordre du jour
5. Examen des activités de programme AMEP pour la période 2015-2016
6. Recommandations de la première réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au protocole relatif à la pollution des eaux sources et activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes
7. Résumé sur l'état du Rapport de la zone de la Convention (SOCAR)
8. Projet de plan de travail et budget du sous-programme AMEP pour l'exercice bisannuel 2017-2018
9. Questions diverses
10. Adoption des décisions de la réunion
11. Clôture de la réunion

Annexe II : Décisions de la réunion

Les Parties Contractantes :

Ayant convoqué la Troisième Réunion des Parties Contractantes au Protocole relatif aux Pollutions dues à des Sources et des Activités Terrestres (COP LBS) dans la Région des Caraïbes, Cayenne, Guyane Française, 14 mars 2017 ;

Prenant note de l'Etat de mise en œuvre du Plan de travail et du Budget du sous-programme pour l'évaluation et la gestion des pollutions environnementales (AMEP) pour 2015-2016 tel que présenté dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1;

Prenant note du Rapport sur les activités des Centres d'Activités Régionaux du Protocole LBS (CAR LBS) à Cuba et à Trinité et Tobago pour la période 2015-2016 (UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.4 Rev.1) ;

Prenant en outre note des opportunités offertes aux Pays à travers leur participation à des projets tels que la Gestion Intégrée des Eaux, des Terres et des Ecosystèmes dans les PEID des Caraïbes (FEM IWEco) et le Projet sur le Grand Ecosystème Marin des Caraïbes (CLME+ PNUD/FEM) et CReW+ du FEM pour les aider à atteindre leurs engagements au titre du Protocole LBS ;

Prenant note des efforts actuels régionaux et internationaux pour améliorer le profil des océans et le profil de la pollution, y compris au travers du travail effectué pour soutenir les Objectifs du Développement Durable sur les Océans (ODD 14) ;

Reconnaissant les efforts faits par le Secrétariat pour intégrer de manière croissante les travaux relatifs à l'évaluation et à la gestion des pollutions environnementales (AMEP) et ceux relatifs aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW), y compris au travers de la convocation jointe des Comités Consultatifs Scientifiques et Techniques (STAC) du Protocole relatif aux pollutions dues aux sources et activités terrestres (LBS) et du Protocole SPAW à Miami, Etats-Unis, au travers du développement du projet de gestion écosystémique (EMB) au Nord Brésil et du développement du Rapport sur l'état de la zone de la Convention (SOCAR) ;

Reconnaissant que la gestion des déchets générés par les bateaux et reçus dans les ports devrait être considérée conjointement avec la gestion des déchets au niveau national ;

Ayant examiné le Rapport du Groupe de Travail sur le Suivi et l'Evaluation de l'Environnement (UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.6 Rev.1), y compris l'aperçu du Rapport sur l'Etat de la Zone de la Convention (SOCAR) ;

Ayant également examiné les recommandations de la Troisième Réunion du Comité Consultatif Scientifique et Technique (STAC) du Protocole relatif aux pollutions dues aux sources et activités terrestres (LBS) dans la Région des Caraïbes, telles que présentées dans le document UNEP(DEPI)/CAR WG.37/5 ;

Ayant examiné en outre le projet de plan de travail et de budget du sous-programme relatif à l'évaluation et à la gestion des pollutions environnementales (AMEP) pour 2017-2018, comme présenté dans le document UNEP(DEPI)/CAR IG.38/3 ;

Accueillant la ratification du Protocole LBS par les gouvernements de la Jamaïque et du Costa Rica pendant la biennale et les progrès réalisés par les Parties non-contractantes pour le développement et la mise en œuvre de programmes, projets, activités de prévention des pollutions ainsi que pour la ratification du Protocole LBS ; et

Notant en outre les progrès réalisés dans la finalisation des accords de siège avec les Gouvernements de Cuba et de Trinidad et Tobago pour l'hébergement des Centres d'Activités Régionaux pour le Protocole LBS.

Décident de :

1. **Approuver** les recommandations de la troisième Réunion du Comité STAC du Protocole LBS, avec les modifications réalisées pendant la COP LBS.

2. **Adopter** pour approbation définitive par la 17^{ème} Réunion Intergouvernementale (IGM) et la 14^{ème} Réunion des Parties Contractantes, le plan de travail et le budget révisés pour le sous-programme AMEP pour la période 2017-2018, avec les modifications et les priorités introduites par la Réunion ; et **noter** que le sous-programme de travail AMEP devrait donner priorité aux Parties Contractantes au Protocole LBS, en prenant en compte les besoins de prévention des pollutions régionales, ainsi que les partenariats financiers qui peuvent occasionnellement, requérir la participation d'Etats qui ne sont pas Parties Contractantes.
3. **Encourager** les gouvernements de la région qui ne l'ont pas encore fait, à devenir Parties Contractantes à la Convention de Carthagène et à ses Protocoles, y compris le Protocole LBS.
4. **Proroger** le mandat du Groupe de Travail sur le Suivi et l'Evaluation sous la présidence des Etats-Unis pour qu'il serve comme organe consultatif pour le Secrétariat au cours de la préparation du rapport sur l'état de la zone de la Convention (SOCAR).
5. **Recommander à la 17^{ème} Réunion Intergouvernementale qu'il soit demandé** à toutes les Parties Contractantes et Non-Contractantes de fournir des données et informations au Secrétariat pour le développement prochain du SOCAR, avant le 15 avril 2017.
6. **Demander** au Secrétariat de présenter au quatrième STAC LBS et subséquemment à la quatrième COP LBS le SOCAR finalisé, les statuts de l'implémentation du Plan de Communication visant à diffuser les résultats du SOCAR, les liens avec le Rapport sur l'État de l'Habitat qui sera développé via le sous programme SPAW, et le rapport global sur « l'État de l'Environnement Marin et des Economies Associées » (State of Marine Environment and Associated Economies - SOME) via le projet CLME+ PNUD/FEM.
7. **Recommander à la 17^{ème} Réunion Intergouvernementale de solliciter** les gouvernements de la Région et toute autre Partie intéressée dans le développement du SOCAR, y compris dans la participation au Groupe de Travail et au sous-groupe de travail sur les données d'en informer le Secrétariat avant le 31 Mars 2017.
8. **Demander** au Secrétariat de poursuivre ses efforts pour intégrer ses travaux au sein des sous-programmes AMEP et SPAW, y compris en finalisant la feuille de route AMEP/SPAW et via des activités telles que le développement du SOCAR, le Rapport sur l'État de l'Habitat, et l'implémentation du sous-projet EBM dans le cadre du projet CLME+ PNUD/FEM.
9. **Recommander** à la 17^{ème} Réunion Intergouvernementale de solliciter des gouvernements de la Région qu'ils participent activement aux Partenariats régionaux et mondiaux portant sur les nutriments, les eaux usées, les déchets marins, y compris en participant à la réunion intergouvernementale (IGR) organisé par le PNUE-FEM prévu du 23 au 27 Octobre 2017 à Bali, Indonésie.
10. **Inciter** les Gouvernements et le Secrétariat à initier avec le secteur privé des efforts dans le domaine de la prévention, de la réduction et du contrôle des pollutions, y compris avec le secteur marin, les Conventions de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et MARPOL sur la gestion des déchets générés par les bateaux.
11. **Demander** au Secrétariat qu'il poursuive ses travaux avec le Gouvernement de Cuba pour finaliser l'accord de siège pour le Centre d'Activités Régional CIMAB dans les meilleurs délais.
12. **Encourager** l'ensemble des Parties Contractantes à promouvoir activement les travaux du Protocole LBS et du Secrétariat dans les forums nationaux et régionaux ;
13. **Demander** au Secrétariat de continuer ses efforts pour mobiliser des fonds pour des projets et activités qui n'ont pas de financement dans le cadre du Plan de Travail pour la biennale 2017-2018.
14. **Demander** au Secrétariat de continuer ses efforts pour promouvoir la collaboration entre les Protocoles SPAW, LBS et de lutte contre la pollution par hydrocarbures y compris à travers la collaboration avec leurs respectifs Centres Régionaux d'Activités.

15. **Recommander** que le Secrétariat et les Gouvernements considèrent leur participation dans de nouvelles initiatives et campagnes impliquant la gestion des déchets solides, des plastiques et déchets marins tel que la coalition internationale contre les sacs plastiques, la campagne Clean Seas (« mers propres »), et le partenariat Trash Free Waters (« Eaux sans déchet »).
16. Le Secrétariat et les Parties devraient **explorer** le développement de liens avec d'autres conventions, accords multilatéraux, organismes régionaux et internationaux pertinents pour soutenir les efforts dans les sites prioritaires pour le contrôle de la pollution.

Annexe III : Liste des documents

Documents de travail

UNEP(DEPI)/CAR IG.38/1	Ordre du jour provisoire
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/2	Ordre du jour provisoire annoté
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/3	Projet de plan de travail et de budget du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la pollution environnementale (AMEP) pour 2017-2018
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/4	Décisions de la troisième réunion des parties contractantes (CdP) au protocole relatif à la pollution due à des sources et des activités terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/5	Rapport de la Réunion

Documents d'information

	Note d'information pour les participants
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.1	Liste des documents
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.2	Liste des participants (en anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.3	Rapport du Secrétariat sur l'état de ratification du Protocole LBS par les Parties Non-contractantes
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.4	Évaluation terminale - Projet financé par le FEM «Examen d'un Fonds régional des Caraïbes prototype pour la gestion des eaux usées» (FEM CReW) (en anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.5	Report on the Launch of the Caribbean Platform of the UNEP GPA Global Wastewater Initiative (GW ²¹) (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.6	An Overview of the Implementation of the Caribbean Node of the Global Partnership on Marine Litter (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.7	Report from GCFI on Marine Litter projects implemented as part of the Marine Litter Node (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.8	Report on Research Pollution Priorities by GCFI for CLME+ project (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.9	Summary of GPA Survey on pollution in Latin America and the Caribbean (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR WG.37.4	Rapport de la troisième réunion du Comité consultatif scientifique, scientifique et technique (STAC), au protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres (Protocole LBS), Miami, Floride, USA, 30 octobre au 2 novembre 2016
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1	État des activités du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la pollution environnementale (AMEP) for 2015-2016

UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.4 Rev.1	Rapport des activités des Centres d'activité régionales LBS IMA (Trinité-et-Tobago) et Cimab (Cuba) pour for 2015-2016
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.5 Rev.1	L'Etat de Ratification du Protocole LBS
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.6 Rev.1	Rapport du groupe de travail sur le suivi et l'évaluation de l'environnement (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.7	The GEF Caribbean Large Marine Ecosystem (CLME+) Project and its joint implementation through the AMEP and SPAW Subprogrammes (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.8	Draft Report of the Second Regional Planning of the Caribbean Platform for Nutrient Management, Port of Spain, Trinidad and Tobago,24-25 February 2016 (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.9	Project Document for GEF-funded Integrating Land, Water, and Ecosystems Management in Caribbean SIDS (GEF IWEco) (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.10	Annex A and C (Agreement) – CLME+: Catalysing Implementation of Strategic Action Programme for the Sustainable Management of shared Living Marine Resources in the Caribbean and North Brazil Shelf Large Marine Ecosystems (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.12	Feuilles d'information AMEP
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.14 Rev.1	Project Implementation Form (Draft) – Upscaling and enhancing the experience of the Caribbean Regional Fund for Wastewater Management to the wider Caribbean promoting through an integrated approach of innovative technical solutions and financing mechanisms (CReW+) (anglais seulement)
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.15	Tirer parti des innovations pour réduire la pollution par les nutriments due à l'évacuation des eaux usées et aux rejets agricoles dans les cours d'eau, le milieu côtier et le milieu marin de la mer des Caraïbes
UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.16	Mapping Regional Seas Targets against the SDGs and Aichi Targets (Template) (anglais seulement)
CLME+ SAP v1.3 2016	Programme d'action stratégique du Projet grand écosystème marin des Caraïbes du FEM (CLME+)
UNEP(DEPI)/CAR IG.36/5 Decisions	Décisions de la seizième Réunion intergouvernementale sur le Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et la onzième Réunion des Parties contractantes à la Convention de Cartagena pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes
UNEP(DEPI)/CAR IG.35/4 Decisions	Décisions deuxième Réunion des Parties contractantes (CdP) au Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes, Cartagena, Colombie, 10 décembre 2014.
UNEP(DEPI)/CAR IG.35/INF.3	Project Document CLME+: Catalysing Implementation of Strategic Action Programme for the Sustainable Management of shared Living Marine Resources in the Caribbean and North Brazil Shelf Large Marine Ecosystems (anglais et espagnol seulement)

Documents de référence

UNEP, 2017	Directory of Focal Points of the Caribbean Environment Programme (anglais seulement)
UNEP, 2012	Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes, Protocole relatif à la coopération dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées et Protocole relatif à la pollution due à des sources et des activités terrestres
UNEP, 1999	Acte final de la Conférence des plénipotentiaires pour l'adoption du Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres dans la région des Caraïbes
UNEP, 2010	Règlement intérieur pour les réunions de la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena)
UNEP, 2010	Règlement financier pour la Convention de Cartagena, son Programme pour l'environnement des Caraïbes et Termes de référence du Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes
UNEP(DEPI)/CAR IG.36 CRP.1	Amendement au règlement financier pour la Convention de Cartagena
UNEP, 2010	Lignes directrices pour l'établissement et le fonctionnement des Centres d'activités régionaux et réseaux d'activité régionaux de la Convention de Cartagena
UNEP(DEPI)/CAR WG.32 INF.9 Rev.3	Modèle pour la préparation des rapports nationaux sur la Convention et ses protocoles
UNEP/WBRS.18/INF7	List of Sustainable Development Goal (SDG) indicators (anglais seulement)
UNEP/WBRS.18/INF8	Regional Seas Strategic Directions (2017-2020) (anglais seulement)
UNEP/WBRS.18/INF9	Regional Seas Core Indicators Set (anglais seulement)
UNEP/WBRS.18/INF10	Manila Declaration (anglais seulement)
UNEP/WBRS.18/INF13	Compilation of the resolutions of the Second Session of the United Nations Environment Assembly, which are relevant to the Regional Seas programmes
UNEP MTS 2018-2021	Projet de stratégie à moyen terme pour la période 2018-2021
UNEP/EA.2/16	Projet de programme de travail et de budget pour l'exercice biennal 2018-2019 pour le PNUE
UNEP/EA.2/INF/9	Programme of work and budget for 2016–2017
CEP Technical Report 52	Charges Polluantes Ménagères Et Industrielles et Apport Des Bassins Versants Tributaire (Actualisation du Rapport Technique No. 33 du PEC)
CEP Technical Report No. 72	Regional Action Plan on Marine Litter Management (RAPMaLi) For The Wider Caribbean Region 2014

UNEP(DEPI)/CAR IG.35/4	Rapport de la deuxième Réunion des Parties contractantes (CdP) au Protocole relatif à la pollution due aux sources et activités terrestres (Protocole LBS) dans la région des Caraïbes,
UN-Water Brief 2015	Wastewater Management: A UN-Water Analytical Brief (anglais seulement)
ISBN: 978-82-7701-075-5	Sick Water Report? The Central Role of Wastewater Management in Sustainable Development (2010) (anglais seulement)
ISBN: 978-92-807-3474-4 (a)	Economic Valuation of Wastewater: The Cost of Action and the Cost of No Action (2015) (anglais seulement)
ISBN: 978-92-807-3474-4 (b)	Good Practices for Regulating Wastewater Treatment: Legislations, Policies and Standards (2015) (anglais seulement)
UNEP IWA Matrix 2015	Wastewater Technology Matrix (2015) (anglais seulement)
ISBN: 978-92-807-3488-1	Sanitation, Wastewater Management and Sustainability – From Waste Disposal to Resource Recovery (2016) (anglais seulement)
ISBN: 978-92-807-3612-0	Harnessing Opportunity: Wastewater as a managed resource (anglais seulement)
UNEPEA2 RES11F	Résolution UNEA 2/11 – Déchets plastiques et micro plastiques dans le milieu marin
ISBN: 978-92-807-3594-9	Marine Litter Legislation: A Toolkit for Policymakers (anglais seulement)
ISBN No: 978-92-807-3580-6	Marine plastic debris and microplastics – Global lessons and research to inspire action and guide policy change (May 2016) (anglais seulement)
UNEPEA.2/5	Resolution 1/6: Marine plastic debris and microplastics
ISBN: 978-92-807-3466-9	Plastics in Cosmetics: Are we polluting the environment through our personal care? (anglais seulement)
ISBN: 978-92-807-3494-2	Biodegradable Plastics & Marine Litter: Misconception, Concerns and Impacts on Marine Environments (anglais seulement)
Laguna de Bay 2013 Report Card	Laguna de Bay 2013 Ecosystem Health Report Card (anglais seulement)
Chilika Lake 2014 Report Card	Chilika Lake 2014 Ecosystem Health Report Card (anglais seulement)
ISBN: 978-1-906698-40-9	Our Nutrient World: The challenge to produce more food and energy with less pollution (anglais seulement)
Papier de Conférence	
UNEP(DEPI)/CAR IG.38/1 CRP.1	Déclaration de Cayenne

Annexe IV :Liste des participants

CONTRACTING PARTIES				
	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
1.	Linroy Christian	Antigua & Barbuda	Director of Analytical Services Analytical Services Friars Hill St. John's	Tel: +268-764-8338 E-mail: linroyc@gmail.com
2.	Stacy Lubin-Gray	The Bahamas	Senior Environmental Officer Bahamas Environment Science and Technology (BEST) Commission Charlotte House Charlotte and Shirley Street P.O. Box N-7132, Nassau	Tel. +242 322 4546 Fax: +242 326 3509 E-mail: slubingray@gmail.com / slgray@best.gov.bs
3.	Jeavon Hulse	Belize	Department of Environment Market Square Belmopan City, Belize C.A.	Tel: 501 822 2819 Fax: 501 822 2860 E-mail: seo@environment.gov.bz
4.	Jenny Asch Corrales	Costa Rica	Coordinadora Progrma Marino Costero, SINAC-MINAE Ministerio de Ambiente y Energía Costa sur de la ULACIT Barrio Turnon San José	Tel. 506-87061871 E-mail: jenny.asch@sinac.go.cr
5.	Miguel Espinosa	Dominican Republic	Encargado Departamento Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales Ave. Cayetano Germosen esq. Ave. Luperon, El Pedregal, Santo Domingo	Tel: +809-567-4300 ext 221 E-mail: miguel.espinosa@ambiente.gob.do

CONTRACTING PARTIES

	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
6.	Maud Casier	France	Ministère français de l'Environnement, de l'énergie et de la mer (MEDDE) / Direction de l'eau et de la biodiversité (DGALN/DEB) French Ministry of Environment, Energy and the Sea / Water and Biodiversity Directorate Coordination internationale / International coordination (CI) Bureau 05 / 56 - Tour Séquoia-92055 - Paris La Défense France	Tel : 00-33 (0) 1 40 81 33 82 Tel: +33140818606 E-mail : maud.casier@developpement-durable.gouv.fr
7.	Marion Besançon	France	Chargée de mission pollution et fonds marins Ministère de l'environnement de l'énergie et de la mer Tour Séquoia 92055 La Défense	Tel. 33 14 08 13 382 E-mail: marion.besancon@developpement-durable.gouv.fr
8.	Nadia Deckert (Head of Delegation)	France	Protection internationale des océans Ministère des Affaires étrangères et du développement international 27 rue de la Convention, 75015 Paris	Tel: +33 (0)1 43 17 61 07 Email: nadia.deckert@diplomatie.gouv.fr
9.	Xavier Sticker (Head of Delegation)	France	French Ambassador for Environment Ambassador for the Environment 17, quai d'Orsay 75700 Paris 07 SP Paris	Tel. 33 43 17 80 16 E-mail: Xavier.sticker@diplomatie.gouv.fr
10.	Charles Henri de Barsac	France	Chargé de mission protection de l'environnement Marin et Convention Mers Régionales 92055 La Défense CEDEX	Tel: +33.1.40.81.76.77 Fax:+33.1.40.81.16.10 Email : charles-henri.de-barsac@developpement-durable.gouv.fr

CONTRACTING PARTIES

	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
11.	J.M. Quemener	France	Chef de la Coordination Internationale et européenne Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie, Direction de l'eau et de la biodiversité,	Tel: 00 33 1 40 81 37 23 Email: Jean-marie.Quemener@developpement-durable.gouv.fr
12.	Ferdy Louisy	France (Guadeloupe)	Parc National de la Guadeloupe Monteran 97120 Saint Claude	Tel: +590 690 35 17 70 E-mail: ferdy.louisy@guadeloupe-parcnational.fr
13.	Mylène Musquet	France	Directrice adjointe Parc national de Guadeloupe	
14.	Isabelle Gergon	France	Head of Sustainable Development Strategy Service and Cooperation DEAL Guyane Impasse Buzaré CS 76003 97300 Cayenne - French GUIANA	Tel. +594 594 29 75 47 Fax: +594 594 29 07 34 E-mail: isabelle.gergon@developpement-durable.gouv.fr
15.	Arnaud Anselin	France	Chef du Service Milieux Naturels, Biodiversité, Sites et Paysages DEAL Guyane (Direction de l'Environnement, de l'Amenagement et du Logement) 33 rue Félix Eboué - BP 6003 - 97306 Cayenne Cedex	Tel: (+599) 599 29 6650 Email: Arnaud.ANSELIN@developpement-durable.gouv.fr

CONTRACTING PARTIES

	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
16.	Hélène Delvaux	France	Chargée de mission Biodiversité Marine Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) Guyane Service Milieux Naturels, Biodiversité Sites et Paysages 33 rue F. Eboué BP 6003 - 97306 Cayenne CEDEX	Tel: 05 94 29 66 68 Fax: 0594 29 89 89 Email: helene.delvaux@developpement-durable.gouv.fr
17.	Hélène Sirder	France	Collectivité territoriale de Guyane Vice Présidente Cayenne, Guyane	Email: Secretariat.cabinetsirder@orange.fr
18.	Rodolphe Alexandre	France	Rodolphe Alexandre Collectivité territoriale de Guyane	
19.	Stephane Crouzat	France	Diplomatic Advisor to the Minister of Environment	E-mail: stephane.crouzat@developpement-durable.gouv.fr
20.	Denis Girou	France	Director Directorate of the Environment, Land Use Planning and Housing Ministry of Ecology, Sustainable Development and Energy Rue du Port -CS 76003 -97306 Cayenne, Cedex	Tel: 05 94 39 80 01 Mobile: 06 94 21 25 57 Fax: 05 94 31 74 20 Email: denis.girou@developpement-durable.gouv.fr Website: www.guyane.developpement-durable.gouv.fr
21.	Eric Boutin	France (French Guiana)	France Television Boulevard du Docteur Lama 97354-Montjoly	Tel. 694 27 92 92 Fax: 594 25 67 26 E-mail:

CONTRACTING PARTIES

	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
22.	Pierre Lombion	Conseil de la Culture de l'Education - Guadeloupe	Vice President Conseil de la Culture de l'Education et de l'Environnement Rue Peynier 97100 Basse Terre	Tel: 0690 55 01 00 0690 20 08 88 Email: pierrelombion@orange.fr
23.	Claudia Berthier	France (French Guiana)	Parc amazonien de Guyane	Tel. 694 28 28 48 E-mail: Claudia.berthier@guyane-parcnational.fr
24.	Christophe Joly	France	DEAL Guyane	Tel. 694 09 55 76 E-mail: christophe.joly1@developpement-durable.gouv.fr
25.	Trevor Thompson	Grenada	Land Use Officer Ministry of Agriculture Ministerial Complex Tanteen, St. George's	Tel. 473 440-2708 Fax: 473 440-4191 E-mail: trevort_lud@yahoo.com
26.	Ian Evans	Grenada	Acting General Manager Grenada Port Authority P.O. Box 494 The Carenage, St. George's	Tel. 473 440-3013 Fax: 473 440-3418 E-mail: portmanager@spiceisle.com / gpasecretary@hotmail.com
27.	Kemraj Parsam	Guyana	Executive Director (a.g.) Environmental Protection Agency (EPA) 68 High Street Kingston Georgetown	Tel. 878 223-6313 / 223-6314 E-mail: kemraj.parsam@gmail.com
28.	Aisha Bedasse	Jamaica	Manager Applications Processing Branch National Environment and Planning Agency 10 and 11 Caledonia Avenue Kingston 5	Tel. +876 754-7540 ext 2162 Fax: +876 908-1391 E-mail: abedasse@nepa.gov.jm

CONTRACTING PARTIES

	Participant	Country	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
29.	Lavina Alexander	Saint Lucia	Sustainable Development and Environment Officer Department of Sustainable Development Caribbean Cinemas Complex Choc Estate, Castries	Tel: +758- 451-8746 Fax: +758- 450-1904 E-mail: lalexander@sde.gov.lc
30.	Toyland Arneaud	Trinidad & Tobago	Director (Ag) Institute of Marine Affairs Hilltop Lane, Chaguaramas P.O. Box 3160, Carenage Post Office	Tel. 1-868-634-4291/4 Ext 2504 Fax: 1-868-634-4433 E-mail: tarneaud@ima.gov.tt
31.	Rona Rathod (Head of Delegation)	U.S.A.	Department of State 2201 C Street, NW Washington, DC 20520	Tel. +1202 647-3879 E-mail: rathodrr@state.gov
32.	Stephanie Adrian	U.S.A.	Global Affairs and Policy Office of International and Tribal Affairs US Environmental Protection Agency 1200 Pennsylvania Ave, NW, MC2660R Washington, DC 20460	Tel. +202-564-6444 E-mail: adrian.stephanie@epa.gov
33.	Chelsey Young	U.S.A.	Natural Resource Management Specialist NOAA Fisheries 1315 E. West Highway SSMCIH Room #13632 Silver Spring, Maryland, 20910	Tel: +301 427-8491 Email: chelsey.young@noaa.gov
34.	Erica Nuñez	U.S.A.	International Affairs Specialist Department of Commerce/NOAA 1401 Constitution Ave., N.W. Suite 68029 Washington, D.C., USA 20230	Tel. 202 482-6196 Fax: 202 482-4307 E-mail: Erica.Nunez@noaa.gov

NON-CONTRACTING PARTIES

35.	Gisbert Boekhoudt	Aruba (The Netherlands)	Director DNM Bernhardstraat 75 San Nicolas	Tel. +297 584 1199 / 592 9272 E-mail: gisbert.boekhoudt@dnmaruba.org
36.	Anthony Headley	Barbados	Director (Ag) Environmental Protection Department Ministry of Environment and Drainage L.V Harcourt Lewis Building NUPW Complex Dalkeith St. Michael	Phone: 1-246-535 4600/1 Fax: 1-246-228-7103 E-mail: anthony.headley@epd.gov.bb ; enveng@caribsurf.com Website: www.epd.gov.bb
37.	Kim Downes Agard	Barbados	Environmental Officer Ministry Of Environment And Drainage 10th Floor Warrens Tower Ii Warrens St. Michael Barbados	Tel. 12466221601 Fax: +4248859 E-mail: Kim.DownesAgard@barbados.gov.bb
38.	Jenny Bowie Wilches	Colombia	Third Secretary to Foreign Affairs Ministerio de Relaciones Exteriores Calle 10 No.5 5-51 Palacio de San Carlos Bogota, DC	Tel. 57 31 5611 5021 E-mail: Jenny.bowie@cancilleria.gov.co
39.	Vanessa Tore	Curaçao (The Kingdom of the Netherlands)	Policy Director a.i. Ministry of Traffic, Transport and Urban Planning Berg Arrarat Perceel C Willemstad	Tel. 599 9512 8443 E-mail: Vanessa.tore@gobiernu.cw
40.	Dwigno Puriel	Curaçao (The Kingdom of the Netherlands)	Secretary General Ministry of Traffic, Transport and Urban Planning Berg Arrarat Perceel C Willemstad	Tel. 599 9465-1477 E-mail: dwigno.puriel@gobierno.cw

NON-CONTRACTING PARTIES

41.	Jeanine Constansia-Kook	Curaçao (The Kingdom of the Netherlands)	Ministry of Health, Environment and Nature Bellisimaweg 17	Tel. 5999-4325857/5999-5620013 E-mail: jeanine.constansia-kook@gobiernu.cw / jckgmn@gmail.com
42.	Vanessa Eliza	Curaçao (The Kingdom of the Netherlands)	Ministry of Health, Environment and Nature Bellisimaweg 17	Tel. 599 9 432 5859 / 516 6451 E-mail: vanessa.bitorina-eliza@gobiernu.cw
43.	Julio Abraham	Curaçao (The Kingdom of the Netherlands)	Ministry of Health, Environment and Nature Bellisimaweg17 Willemstad	Tel: 599 9 432 5800 ext 910 E-mail: julio.abraham@gobiernu.cw
44.	Pedzi Girigori	Curaçao (The Kingdom of the Netherlands)	Policy Advisor Ministry of Traffic, Transport & Urban Planning Berg Arrarat Perceel C Willemstad	Email: pedzi.girigori@gobiernu.cw
45.	Maria Bertrand	Dominica	Environmental Officer Enviornmental Coordinating Unit Roseau Fisheries Complex Building Dame Eugenia Charles Blvd Roseau	Tel. (767) 266-5256 Fax: (767) 448-4577 E-mail: mariabertrand1@yahoo.se
46.	Mario Diaz	Guatemala	Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales Guatemala	Tel: (502) 242 30500 Email: mdiazcbm@marn.gob.gt
47.	Guus Schutjes	Netherlands	Ministry of Economic Affairs Department of Nature and Biodiversity P.O. Box 20401 2500 EK Den Haag	Tel. 31 652 401 058 E-mail: a.h.m.schutjes@minez.nl
48.	Tricia Greaux	St. Kitts and Nevis	Marine Management Area and Habitat Monitoring Officer Department of Marine Resources	Tel. 869 669 7801 E-mail: triciagreaux@gmail.com

NON-CONTRACTING PARTIES

49.	Ryan Fung A Loi	Suriname	Head Legal Department Maritieme Autoriteit Suriname Cornelis Jongbawstraat No. 2	Tel: +597 476 733 Fax: +597 472 940 E-mail: rfungaloi@gmail.com / rfungloi@gmail.com
50.	Vinicius Scofield Siqueira	Brazil	Ministry of the Environment SEPN 505 Bloco B Sala 501 Edifício Marie Prendi Cruz Brasília - DF - Brazil 70.730-542	Tel. 55 61 2028-2691 / 2028-2552 E-mail : vinicius.scofield@mma.gov.br

RESOURCE PERSONS/OBSERVERS

	Participant		Company	Tel/Fax/ Email/ Website
51.	Courtney Vail	Animal Welfare Institute	Consultant 333 N. Danielson Way Chandler, Arizona 85225	Tel. 480 747-5015 E-mail: courtvail@msn.com
52.	Lyndon Robertson	Environmental Health and Sustainable Development Department (EHS)	Caribbean Public Health Agency (CARPHA) PO Box 1111 The Morne Castries, St. Lucia	Tel: (758) 452 2501 ex 237 Cell: 758 728-9635 Fax (758) 453- 2721 E-mail: robertly@carpha.org Website: www.carpha.org
53.	Irene Kingma	Dutch Elasmobranch Society	Hobbemakade 118HS 1071XW Amsterdeam The Netherlands	Te: +31648263524 Email: kingma@elasmobranch.nl
54.	Patrick Debels	GEF CLME+ Project	Regional Project Coordinator CLME+ Project (UNDP/GEF) Edificio Chambacú - Oficina 405, Cra 13B #26-78, Sector Torices Cartagena, Colombia	Tel: +57 5 664 8292 E-mail: PatrickD@unops.org

RESOURCE PERSONS/OBSERVERS

	Participant	Company		Tel/Fax/ Email/ Website
55.	Pedro Moreo Mir	GEF CREW Project	Technical Specialist GEF Caribbean Regional Fund for Wastewater Management 40-46 Knutsford Boulevard, 6th Floor, Kingston 10	Tel: +876- 764-1064 Email: pmoreo@iadb.org Website: www.gefcrew.org
56.	Sally Edwards	PAHO	Advisor Sustainable Development and Environmental Health Office for Barbados and the Eastern Caribbean Countries Barbados	Tel. 246 434-5200 Fax: 246 436 9779 E-mail: edwardss@ecc.paho.org
57.	Sherry Heileman	Panama	SOCAR Consultant Clayton Park Torre Panama City	Tel. +507 6489-3702 E-mail: sh_heileman@yahoo.com
58.	Liana McManus	USA	SOCAR Consultant 1432 NW 13ND Avenue Pembroke Pines FL 33028	Tel. 954 438 0808 Fax: 954 438 0808 E-mail: lmcmamus57@gmail.com
59.	Laverne Walker	UNDP/GEF CLME+ Project	Senior Project Officer GEF CLME+ Project UNOPS (UNDP/GEF) Edificio Chambacú – Oficina 405, Cra 13B #26-78, Sector Torices, Cartagena	Tel. +57 5 664 8292 Fax: E-mail: LaverneW@unops.org

REGIONAL ACTIVITY CENTERS

	Participant	Company	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
60.	Sandrine Pivard	SPAW RAC	Director Regional Activity Centre for Specially Protected Areas and Wildlife Parc national de la Guadeloupe 97120 Saint-Claude - Guadeloupe	Tel. +590 590 41 55 81 e-mail: sandrine.pivard.carspaw@guadeloupe-parcnational.fr
61.	Lucie Marie Labbouz	SPAW RAC	Regional Activity Centre for Specially Protected Areas and Wildlife Parc national de la Guadeloupe 97120 Saint-Claude - Guadeloupe	Tel: 590 590 41 55 83 Mobile: 590 690 19 15 68 Email: lucie.labbouz.carspaw@guadeloupe-parcnational.fr
62.	Darryl Banjoo	RAC IMA	Principal Researcher Officer Institute of Marine Affairs Hill top Lane Chaguaramas P.O. Box 3160, Carenage, Port of Spain	Tel: 868-634-4291 Fax: +868-634-4433 E-mail: dbanjoo@ima.gov.tt
63.	Antonio Villasol Nuñez	RAC CIMAB	Director General Centro de Investigacion y Manejo Ambiental del Transporte (CIMAB)	Tel. (537) 8624387 Fax:(537) 8669681 E-mail: villasol@cimab.transnet.cu
64.	Marlen Perez Hernandez	RAC CIMAB	Investigadora Auxiliar Division de Contaminación Centro de Ingeniería y Manejo Ambiental de Bahias Carretera del Cristo No. 3 Casablanca. Regla, La Habana	Tel: (53) 77937051 al 58 ext 221, 255 Celular corporativo: 53 52114641 E-mail: marlen@cimab.transnet.cu
65.	Keith Donahue	RAC REMPEITC	Keith M. Donohue, Commander, U.S. Coast Guard, Seconded as a Consultant for the International Maritime Organization, RAC/REMPEITC - Caribe Seru Mahuma z/n, Aviation & Meteorology Building, Curaçao Web: www.cep.unep.org/racrempeitc	Tel. Office: (+5999) 839-3719 (direct) (+5999) 868-4612 (General) Cell: (+5999) 689-1833 Fax: (+5999) 868-1833 E-mail: kdonahue@cep.unep.org Skype: kdonahue73 WhatsApp: +707-688-3327

UNEP

UNEP				
	Participant	Company	Title	Tel/Fax/ Email/ Website
66.	Habib El-Habr	UNEP GPA	Coordinator Global Programme of Action for Protection of the Marine Environment from Land- Based Activities Ecosystems Division UN Environment	Te. 254 20 762 4591 E-mail: habib.elhabr@unep.org
67.	Kanako Hasegawa	UNEP	Associate Programme Officer Regional Seas Programme Marine and Coastal Ecosystems Branch, Ecosystems Division United Nations Environment Programme Nairobi, Kenya	Phone: +254-20-7624791 Email: kanako.hasegawa@unep.org

SECRETARIAT

UNEP-CAR/RCU

14-20 Port Royal Street

Kingston, Jamaica

Tel: +876-922-9267 / Fax: +876-922-9292

E-mail: rcu@cep.unep.org / amep@cep.unep.org

68.	Lorna Inniss	Secretariat	Coordinator	lorna.inniss@un.org
69.	Christopher Corbin	Secretariat	Programme Officer (AMEP)	christopher.corbin@un.org
70.	Monica Borobia	Secretariat	SPAW Consultant	mbh@cep.unep.org
71.	Martin Okun	Secretariat	Fund Management Officer	martin.okun@unep.org
72.	Philippa Jackson-Forbes	Secretariat	Administrative Assistant	philippa.jackson-forbes@un.org
73.	Jodi Johnson	Secretariat	Programme Assistant (SPAW)	jodi.johnson@un.org
74.	Donna Henry-Hernandez	Secretariat	AMEP Programme Assistant	donna.hernandez@un.org
75.	Sancha Foreman	Secretariat	Team Assistant AMEP/CETA	sancha.foreman@un.org
76.	Sean Chedda	Secretariat	Computer/Information Systems Assistant	sean.chedda@un.org
77.	Chrishane Williams	Secretariat	CRew Consultant	chrissydwil@gmail.com